

Questions orales

Comme ne l'ignore pas le député, le programme du logement coopératif fait exception à la règle parce qu'il a pour principe d'accueillir des locataires de revenus variés dans les coopératives de logement. C'est manifestement quelque chose que nous sommes à examiner de très près à l'heure actuelle.

Les recommandations que je vais présenter au Cabinet vont porter sur toute cette question, ainsi que sur celles des hypothèques à principal indexé et des politique et programme fédéraux permanents du logement coopératif.

* * *

L'ÉCONOMIE

M. Joe Fontana (London—Est): Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre des Finances. Les mises en chantier sont à leur plus bas niveau depuis six ans; elles sont en baisse de 40 p. 100. Il y a 82 000 chômeurs dans le secteur de la construction et ce chiffre pourrait atteindre 150 000 au cours du mois prochain ou d'ici à deux mois.

Maintenant que le ministre a reconnu que c'est à dessein qu'il a lui-même déclenché cette récession et infligé toutes ces difficultés aux gens, va-t-il prendre les mesures qui s'imposent, c'est-à-dire réduire les taux d'intérêt, supprimer la TPS et commencer à bâtir notre pays au lieu de le déchirer?

L'hon. Michael Wilson (ministre des Finances): Monsieur le Président, mon collègue dénature complètement la politique du gouvernement en prétendant que nous avons déclenché délibérément une récession. Il parle du faible taux de mises en chantier, et c'est là un fait. Ce qui s'est produit, c'est que nous avons eu, à une certaine époque, un très grand nombre de mises en chantier, soit plus de 200 000 unités par année et qu'on est même parvenu, à un moment donné, à 240 000 unités par année. On a répondu ainsi en grande partie à la demande. Nous en sommes maintenant arrivés à une période de ralentissement dans le cycle et nous espérons que nous en reviendrons sous peu à un taux plus normal de mises en chantier. Le fait est que les taux d'intérêt baissent. Les taux d'intérêt sur une hypothèque de cinq ans, qui variaient jusque là entre 14,25 et 14,5 p. 100, sont actuellement de 12,75 ou 13 p. 100, et les autres taux hypothécaires baissent également.

Il s'agit, selon nous, de la meilleure mesure que nous puissions prendre sans relancer artificiellement le marché de l'habitation, et le secteur de l'habitation est d'accord là-dessus. Les représentants de ce secteur ne veulent pas que nous lancions des programmes spéciaux qui entraîneraient une reprise artificielle du marché; ils ré-

clament plutôt une baisse des taux d'intérêt. Nous répondons à leurs attentes.

M. Joe Fontana (London—Est): Monsieur le Président, j'espère que le ministre des Finances ne prétend pas que les taux d'intérêt sont déjà suffisamment bas. En fait, il devrait savoir que l'appui que reçoit son gouvernement est même plus bas que les taux d'intérêt pratiqués au Canada.

Je voudrais poser la question supplémentaire suivante. À compter du 1^{er} avril 1991, les acheteurs, s'il en reste, d'une maison dont la construction a été terminée en 1990, mais qui n'a pas encore été vendue, n'obtiendront pas de ristourne sur la taxe de vente fédérale et devront en outre verser la TPS. Pourquoi le gouvernement insiste-t-il pour imposer à deux reprises les acheteurs d'une nouvelle maison qui sont déjà durement frappés par sa politique de taux d'intérêt élevés? Le gouvernement va-t-il revenir sur sa décision?

L'hon. Michael Wilson (ministre des Finances): Monsieur le Président, j'ai rencontré des représentants du secteur de l'habitation encore hier. C'est là une proposition qu'ils m'ont faite et que je me suis engagé à examiner. À ce stade-ci, je ne suis pas en mesure de vous dire exactement ce que nous allons faire.

* * *

LE COMMERCE EXTÉRIEUR

M. David Barrett (Esquimalt—Juan de Fuca): Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre du Commerce extérieur. La presse nous informe que le président Bush a accepté, à certaines conditions, que le Canada soit présent à la table des négociations pour discuter d'un accord de libre-échange avec le Mexique. Le ministre va-t-il dévoilé aujourd'hui à la Chambre quelles conditions au juste le Canada a acceptées pour participer à ces négociations? Va-t-il déposer tout le courrier que son ministère a échangé avec les Américains sur l'accord de libre-échange entre le Mexique et les États-Unis, ainsi que les documents de recherche qui appuient la position du Canada?

L'hon. John C. Crosbie (ministre du Commerce extérieur): Monsieur le Président, je suis vraiment heureux d'accueillir ce monsieur qui revient d'une longue sieste.

M. le Président: Je sais que le ministre tient vraiment à faire preuve d'une grande courtoisie, mais j'espère qu'il se souviendra des règles à observer ici et qu'il répondra à la question.

M. Crosbie: Monsieur le Président, je ne vais sûrement pas demander au député de décampier.

Pour répondre à sa question, je dirai d'abord qu'il n'est pas tout à fait à jour parce qu'il y a déjà deux ou trois mois, je crois—je ne me rappelle pas de la date exacte—